

### Informations du Guatemala

6° année / N°252

du 7 au 13 janvier 1987



#### POLITIQUE

L'UNRG : Pour une solution politique au conflit armé  
Cerezo refuse le dialogue  
La poursuite de la guerre est préoccupante  
Des mandataires de Washington rendent visite à Cerezo  
Cerezo répond non au procureur  
Mejia refusé en Equateur  
Un nouvel ambassadeur au Mexique

#### INSURRECTION

Les combats continuent dans le nord du pays

#### MOUVEMENT POPULAIRE

Des travailleurs demandent leur réintégration  
Des mesures contre l'augmentation des tarifs de l'électricité  
Conflit des travailleurs agricoles  
Des paysans dénoncent la corruption gouvernementale

#### DROITS DE L'HOMME

Les accords de paix n'ont pas mis de frein aux assassinats politiques  
La CDHG dénonce la répression à Solola  
Des instituteurs menacés  
Les escadrons de la mort  
Le travail du GAM reconnu internationalement

#### REFUGIES

Les réfugiés réclament le dialogue

4°P. 12315

POLITIQUE

L'UNRG : POUR UNE SOLUTION POLITIQUE AU CONFLIT ARME

Le 11 janvier, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG) a manifesté "sa volonté inébranlable de contribuer dans la mesure de toutes ses possibilités à la recherche d'une solution politique juste et effective au conflit armé interne que vit le Guatemala".

Dans un message adressé à la commission internationale de vérification des accords d'Esquipulas II, les insurgés guatémaltèques précisent qu'ils ont "insisté sur la nécessité de renouer un dialogue politique sérieux et consistant entre le gouvernement et l'UNRG auprès de toutes les instances concernées". Néanmoins, "le gouvernement, au lieu de s'engager sur le chemin de la paix et de la réconciliation, fait tout pour prolonger le conflit armé interne, prolongeant de la sorte les souffrances de notre peuple".

Le commandement général de l'UNRG conclut en demandant à la CIVS de prendre note de la situation dans laquelle se trouve le Guatemala et de "la faire connaître aux gouvernements et organismes qu'elle représente" ; l'UNRG sollicite de la CIVS qu' "en fonction des informations qu'elle aura recueilli, elle adopte les mesures qui lui sembleront nécessaires et intervienne si elle le juge opportun".

CEREZO REFUSE LE DIALOGUE

Dans une lettre adressée le 6 janvier à la Commission nationale de réconciliation (CNR), Cerezo a déclaré : "Les conversations avec l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque ne pourront être rétablies si celle-ci ne manifeste pas sa volonté politique de participer à la vie nationale pacifiquement et sans armes".

Ce document est la réponse officielle du gouvernement aux démarches effectuées par la CNR, à la demande de l'UNRG, en vue de renouer le dialogue commencé à Madrid ; le gouvernement avait décidé de ne pas donner suite à ces conversations.

De son côté, le général Manuel Antonio Callejas, chef de l'état-major de la Défense a assuré "qu'il n'y aurait pas de nouvelles conversations avec la guérilla".

LA POURSUITE DE LA GUERRE EST PREOCCUPANTE

Différents secteurs sociaux ont fait part le 7 janvier de leur préoccupation en raison de la poursuite de la guerre au Guatemala. Leurs représentants s'exprimaient devant la Commission internationale de vérification des accords d'Esquipulas II.

Monseigneur Rodolfo Quezada Toruno, président de la Commission nationale de réconciliation (CNR) a remis aux délégués de la CIVS un document signalant qu'il existe des problèmes "dans la concertation au niveau d'un cessez-le-feu avec la guérilla, du respect des droits de l'homme, et de l'application de l'amnistie politique".

Selon Rolando Baquix, du Comité pour la formation du Parti démocratique de coopération nationale, un dialogue entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque doit s'instaurer le plus tôt possible si l'on veut faire de réels progrès dans l'établissement de la paix au Guatemala.

Luis Zurita Tablada, du Parti socialiste-démocrate, tenant compte de l'opposition des militaires à la reprise du dialogue, a déclaré que le gouvernement démocrate-chrétien doit entamer un dialogue avec tous les secteurs représentatifs de la vie politique guatémaltèque, et pas seulement avec l'URNG.

#### DES MANDATAIRES DE WASHINGTON RENDENT VISITE A CEREZO

On a appris par la presse du 8 janvier que le président Vicicio Cerezo s'était entretenu avec Colin Powell, conseiller pour la sécurité nationale des Etats-Unis, et avec Elliot Abrams, sous-secrétaire d'état aux questions interaméricaines. Ils étaient accompagnés de Morris Busby, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, de Robert Pastorino, sous-secrétaire à la Défense pour les questions latino-américaines, et d'autres fonctionnaires nord-américains. Les conversations ont porté sur la position du Guatemala dans le processus de paix en Amérique centrale.

Le 12 janvier, Busby était de retour au Guatemala pour s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères, Alfonso Cabrera.

#### CEREZO REpond NON AU PROCUREUR

René de Leon Escribano, président de l'Institut de l'Electricité a déclaré que le président Cerezo n'avait pas l'intention d'intervenir sur l'augmentation des tarifs de l'électricité, comme le lui avait demandé le procureur des droits de l'homme, Gonzalo Menendez de la Riva. Le président de l'INDE a indiqué que l'augmentation était maintenue, "en attendant de trouver une solution alternative".

#### MEJIA REFUSE EN EQUATEUR

Le gouvernement équatorien a rejeté la nomination du général Oscar Mejia Victores, ancien chef de l'Etat (1983-86) au poste d'ambassadeur du Guatemala dans ce pays.

Selon Juan Cueva, député social-démocrate équatorien, Mejia Victores est "l'homme le plus cruel qu'ait connu l'Amérique latine" au cours des dix dernières années.

Alfonso Cabrera, ministre des Affaires étrangères, a confirmé la nouvelle et annoncé des mesures en retour, comme le renvoi de l'ambassadeur équatorien, Enrique Castellanos Carrillo, et la suppression de la mission diplomatique au Guatemala.

#### UN NOUVEL AMBASSADEUR AU MEXIQUE

Alfonso Cabrera, ministre des Affaires étrangères du Guatemala, a annoncé que Julio Cesar Mendez Montenegro, ex-président de la république et ambassadeur au Mexique, serait remplacé par Antonio Palladares.

Pallares, actuel ambassadeur du Guatemala au conseil économique et social de l'ONU à Genève (Suisse) sera remplacé par José Luis Chea, actuel vice-ministre des Affaires étrangères.

#### INSURRECTION

##### LES COMBATS CONTINUENT DANS LE NORD DU PAYS

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) déclare avoir infligé 36 pertes à l'armée et endommagé 4 hélicoptères au cours de combats menés dans les départements du Quiché et du Peten (nord du pays).

Dans un communiqué de guerre diffusé le 4 janvier par l'URNG, celle-ci relate 9 attaques contre les forces gouvernementales entre les 27 décembre et les premiers jours du mois de janvier dans la municipalité de Ixcán (Quiché) : 1 mort, 7 blessés, et 2 hélicoptères endommagés dans le camp de l'armée.

L'armée a perdu 4 hommes, 2 autres hélicoptères ont été touchés au cours de 3 attaques réalisées le 3 janvier dans la municipalité La Libertad, El Peten.

L'URNG a également fait part de nouveaux combats à Ixcán, du 3 au 6 janvier, dans un communiqué diffusé le 9 janvier.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### DES TRAVAILLEURS DEMANDENT LEUR REINTEGRATION

D'après la presse du 7 janvier, des travailleurs des côtes sud et est du pays ont demandé leur réintégration immédiate, après un licenciement injustifié.

Le syndicat des travailleurs municipaux de Palin, Escuintla, a fait appel aux tribunaux en faveur de 17 travailleurs licenciés le 30 décembre par le maire, Genaro Pirique Raguay, opposé à la libre organisation de ses employés.

350 travailleurs ont occupé les locaux des Travaux publics de Chiquimula et demandent que leur réintégration soit effectuée. Ils se plaignent d'avoir été injustement licenciés.

#### DES MESURES CONTRE L'AUGMENTATION DES TARIFS DE L'ELECTRICITE

Des travailleurs du secteur bancaire et des particuliers ont décidé de prendre des mesures face au refus du gouvernement démocrate-chrétien d'intervenir sur la hausse des tarifs de l'électricité.

Selon la presse du 7 janvier, la Fédération des syndicats des employés de banque et d'assurance (FESEBS) n'encaisse pas les montants des factures d'électricité ; des dizaines d'usagers ont par ailleurs manifesté devant les centres de l'Electricité pour protester contre cette augmentation des tarifs (40%).

La Centrale des travailleurs du Guatemala (CGTG) et la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala (CUSG) ont demandé au gouvernement des explications sur les véritables raisons de cette hausse, qui touche les secteurs les plus nécessiteux du pays.

Le syndicat des travailleurs de la direction générale des services de la Santé a exigé la démission du ministre de l'Economie, Lizardo Sosa ; il le rend responsable de la tension sociale croissant dans le pays, à la suite des mesures économiques adoptées ces derniers jours par le gouvernement du président Vinicio Cerezo.

#### CONFLIT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

Les travailleurs de la cote Nord du pays ont pris des mesures contre la Compagnie de l'exploitation de la banane du Guatemala (BANDEGUA), opposée à la libre organisation des travailleurs.

Selon la presse du 11 janvier, les salariés agricoles ont occupé le bureaux de plusieurs domaines du département de Izabal ; la BANDEGUA refusait d'accepter un membre du syndicat à un poste administratif dans l'entreprise.

#### DES PAYSANS DENONCENT LA CORRUPTION GOUVERNEMENTALE

D'après une information parue dans la presse le 6 janvier, Andres Giron, prêtre et dirigeant de milliers de paysans de la cote Sud, a dénoncé les actes de corruption du gouvernement.

Giron a dénoncé des irrégularités dans la fixation du prix des terres, en défaveur des paysans. D'autre part, l'Institut de Transformation agraire (INTA) parcelle les terres qu'il distribue aux paysans, alors que ceux-ci préfèrent les exploiter en communauté.

#### DROITS DE L'HOMME

#### LES ACCORDS DE PAIX N'ONT PAS MIS DE FREIN AUX ASSASSINATS POLITIQUES

Selon la presse du 12 janvier, la Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale a fait savoir à la Commission de vérification des accords (CIVS) que la signature des accords de Esquipulas II n'a pas diminué le nombre d'assassinats politiques en Amérique centrale.

Selon Oswaldo Enriquez, vice-président de l'organisation de défense des droits de l'homme, 95 exécutions sommaires, 44 disparitions, 29 enlèvements, 2 violations de domicile, 1 mort due à une "bavure" des autorités, 6 menaces et 2 attentats ont eu lieu au Guatemala entre le 7 août et le 5 novembre 1987.

#### LA CDHG DENONCE LA REPRESSION A SOLOLA

Le 11 janvier, la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG), dont le siège se trouve à Mexico, a dénoncé une série d'actions répressives commises par l'armée contre la population civile du département de Solola (ouest du pays).

Selon la dénonciation, l'armée intègre de force la population de la municipalité de Santiago Atitlan aux patrouilles de défense civile ; les habitants de la région vivent en outre virtuellement sous un état d'urgence depuis le mois d'août.

#### DES INSTITUTEURS MENACES

Selon la presse du 10 janvier, une dizaine d'instituteurs du village de Santiago Atitlan ont été contraints de quitter les lieux précipitamment, après avoir reçu des menaces anonymes. Certains de ces enseignants avaient accompli 15 ans de carrière dans cette municipalité ; plusieurs classes se retrouvent sans maître

#### LES ESCADRONS DE LA MORT

La découverte en 24 heures de dix prisonniers assassinés a conduit la police nationale à enquêter sur une éventuelle réactivation des escadrons de la mort.

Selon la presse du 6 janvier, les cadavres des victimes, âgées de 22 à 59 ans, ont été trouvés dans des quartiers périphériques de la capitale et aux abords de la route menant à l'Océan Pacifique. Les victimes avaient été emprisonnées à deux reprises au moins, pour des délits de droit commun. "Ce type d'assassinat présente les caractéristiques de la 'justice' rendue par les escadrons de la mort, c'est pourquoi nous enquêtons dans cette direction", ont déclaré des policiers.

#### LE TRAVAIL DU GAM RECONNU INTERNATIONALEMENT

Selon la presse du 13 janvier, le Groupe d'appui mutuel aux proches de disparus a reçu une nouvelle distinction internationale, en raison de son action en faveur du respect des droits de l'homme. Le prix de l'Eglise évangélique de Rhénanie (RFA) devrait permettre au GAM de poursuivre son action en faveur des personnes portées disparues pour des motifs politiques.

REFUGIES

LES REFUGIES RECLAMENT LE DIALOGUE

"Sans notre participation, il n'y aura pas de solution juste et durable", déclare, dans un document adressé à la Commission internationale de vérification, le Comité des réfugiés au Mexique ; le comité sollicite en outre l'attention des présidents centraméricains.

Selon la presse du 7 janvier, les réfugiés sont disposés à "aider à l'accomplissement des accords de Esquipulas II", pour ce qui a trait à l'article 8 de ces accords ; cet article stipule que "les gouvernements centraméricains s'engagent à traiter au plus vite le cas des réfugiés et déplacés, résultat de la crise régionale".

Dans cette optique, les réfugiés ont tenu des assemblées générales dans les cinq camps du Campeche et de Quintana Roo, les 27 décembre et 3 janvier ; ils se déclarent prêts à participer à des négociations pour trouver une solution au problème des réfugiés guatémaltèques au Mexique.